
Mutations d'un conflit régional: la guerre irako-iranienne

Ghassane SALAME

Chapitre paru dans :
Quelle sécurité pour
le Golfe ? , IFR1,
Paris, 1984

Depuis près de trente mois qu'elle dure, la guerre opposant l'Irak et l'Iran a suscité d'innombrables commentaires et analyses. Elle a aussi déçu bien des prévisions. Ceux qui s'attendaient à un nouveau choc pétrolier constatent avec soulagement la grande satiété du marché. Ceux qui prévoient une prompte victoire irakienne scrutent à présent les chances des offensives iraniennes sur le territoire irakien. Ceux qui craignent une polarisation immédiate des belligérants par les deux superpuissances ont dû réviser leurs pronostics. La liste est longue et l'objet de notre étude n'est pas de les énumérer tous ; nous nous contenterons ici de rappeler trois facteurs de mutation profonde qui ont affecté ce conflit depuis son déclenchement et qui en ont progressivement changé le profil, sinon la nature.

Commencée comme une guerre de religion, remodelée par l'environnement idéologique propre à cette fin de XXe siècle, cette guerre s'est insensiblement muée en une guerre quasi classique entre deux Etats limitrophes. Alors que l'on craignait une guerre aux conséquences — voire aux dimensions — régionales ou même internationales, elle s'est révélée être une guerre limitée typique ou presque, tant dans le potentiel effectivement mobilisé par les belligérants que dans l'implication réelle des Etats tiers. Lancé, enfin, comme une guerre éclair, ce conflit s'est mué en une guerre de positions (voire même une guerre d'usure) où, en l'absence d'une victoire décisive de

part ou d'autre, les deux parties tantôt utilisent et tantôt subissent l'écoulement du temps, en attendant l'épuisement de l'adversaire ou, l'intervention de quelque *deus ex machina*. Ces facteurs ne manqueront pas d'influer sur l'issue possible du conflit.

*
**

Qu'est-ce qu'une guerre de religion au XXe siècle? On peut proposer la définition suivante: un conflit fondé sur deux conceptions idéologiques antinomiques passant de la simple compétition à la confrontation ouverte. C'est, en d'autres termes, un affrontement où l'instance idéologique joue un rôle déterminant dans le déclenchement du conflit, dans sa justification devant l'opinion interne, dans la mobilisation qu'il implique et dans son déroulement ainsi que dans son éventuel règlement.

Le conflit Est-Ouest est, dans une certaine mesure, une guerre de religion dans la mesure où chacun des tenants des deux idéologies en compétition considère celle de l'autre comme dangereuse et condamnable et voudrait, en principe, la voir disparaître. Il prétend que sa propre idéologie, par contre, a droit à une application universelle, y compris sur le territoire de son rival. Paradoxalement, si l'on adopte cette définition, le conflit israélo-arabe n'est pas une guerre de religion comme celles qui ont infesté l'Europe dans les deux ou trois siècles après la Réforme. La conquête des âmes n'est recherchée ni par les Arabes (musulmans ou chrétiens) ni par les Israéliens. Il en est de même de la guerre du Liban où chaque confession lutte pour sa survie ou ses privilèges, sans toutefois exercer quelque prosélytisme que ce soit.

Le conflit irako-iranien, dans cette optique du moins, a bien commencé comme une guerre de religion, en ce sens que l'Iran khomeiniste était bel et bien porteur d'une réforme fondamentaliste qui devait susciter l'adhésion effective, sinon de tous les musulmans, du moins de tous les chiites du monde, à commencer par ceux (majoritaires) de l'Irak voisin. Pour se maintenir en Iran même, comme de nombreuses révolutions à leurs débuts, la révolution iranienne a été naturellement animée d'un projet extraverti, n'hésitant pas à remettre en cause le *statu quo* étatique ou les différents régimes établis dans la région.

Cette dimension idéologique s'est trouvée amplifiée par une série de facteurs spécifiques parmi lesquels le fait que la révolution était essentiellement conduite par des hommes de religion et non par des militaires ou des professionnels du politique; que l'Iran se devait de conserver (par des moyens différents certes) une certaine primauté régionale établie sous les différentes dynasties; que l'opposition à l'une ou l'autre des superpuissances était limitée par les risques qu'en court, dans de tels cas, tout pays limitrophe de l'URSS, etc. En Iran.

comme en Irak, l'idéologie sert enfin à légitimer un pouvoir quasi dictatorial ou exclusiviste, issu d'une révolution ou d'un coup d'Etat, non d'une quelconque consultation démocratique. En Irak, le laïcisme baasiste modernisant et socialiste est, dans la réalité, manipulé par le régime comme une religion, avec ses institutions, son utopie panarabe et sa « théologie ». A l'instar d'une certaine tradition islamique, une démission du parti *Baas* ne serait-elle pas légalement sanctionnée par une condamnation à mort ? Le nationalisme panarabe professé à Bagdad subit, en réalité, derrière ses apparences modernistes, l'influence des structures de pensée de toute religion d'Etat.

De là une bataille idéologique intense. Du côté iranien, les provocations étaient quotidiennes : « Nous sommes les trotskystes de l'Islam » clamait Ibrahim Yazdi, le premier ministre des Affaires étrangères de la République islamique. L'ayatollah Khomeiny prétendait déceler le péché des Irakiens : « Nous sommes Arabes » équivaut, pour Saddam Hussein, à dire : « Nous ne voulons pas de l'Islam ». Bani Sadr, encore en faveur, participait avec enthousiasme à ce concert : « Le nationalisme arabe, comme le sionisme, est une forme de racisme ». Le président irakien est dénommé « kafir » (infidèle) par les média iraniens ou, pis encore, « Aflaki » (du nom de Michel Aflak, le fondateur — chrétien — du parti *Baas*). De son côté, le régime irakien, fidèle à son idéologie nationaliste, présentait son conflit avec son voisin comme un nouvel épisode (sans doute victorieux cette fois-ci) entre la Nation arabe (représentée par Bagdad) et l'ennemi séculaire persan, zoroastrien, etc. Khomeiny n'étant qu'un « Shah enturbanné », œuvrant sous le couvert de la religion pour le même expansionnisme iranien.

Bagdad soutenait, à des degrés divers, les oppositions iraniennes contre la « mollacratie ». Mais c'est surtout sur le soutien, voire le ralliement, des deux millions d'Arabes du Khouzistan iranien que l'Irak misait, au nom d'une solidarité nationaliste transétatique. Téhéran, à l'inverse, soutenait divers mouvements d'opposition irakiens, mais son intérêt central se portait naturellement sur la communauté chiite d'Irak, dont le ralliement à la révolution islamique était, à croire de nombreux indices, possible, voire probable, abstraction faite des « frontières artificielles entre les Etats ».

Telle était la situation (aggravée par divers attentats, actes de sabotage, incidents frontaliers et autres accusations réciproques) à la veille de la guerre et dans ses premiers jours. La primauté du conflit politico-idéologique, enlevait toute importance au différend territorial. En dépit de quelques déclarations maladroites à Bagdad (rapidement contredites, et souvent par le même dirigeant qui les avait faites), aucun des deux belligérants ne visait apparemment à acquérir des territoires par la force, comme c'est le cas, par exemple, du conflit dans la Corne de l'Afrique ou du conflit israélo-arabe.

Le Chatt-el-Arab est moins un enjeu réel qu'un abcès de fixation légué par la rivalité entre Ottomans et Persans, laquelle avait pris dès le début du XVI^e siècle une coloration religieuse du fait de l'adoption par l'Iran du chiisme duodéciman. L'Iran safavide avait affaibli, lors d'incidents successifs, la position ottomane. En 1747, Nadir Shah, peu après avoir reconnu la souveraineté ottomane sur la zone, l'avait annexée par la force. Le deuxième traité d'Erzeroum consacrait le droit de navigation persan et accordait à l'Iran la rive est du Chatt. Mais le Shah d'alors revendique peu après l'ensemble de l'Irak comme une province iranienne. L'intervention des puissances européennes, comme ailleurs à cette époque, visait à maintenir *grosso modo* l'intégrité de l'Empire ottoman, puis des Etats qui se sont constitués après son morcellement, notamment les monarchies hachémites. En 1937, l'Irak acquiert toutefois un bassin de mouillage, ce qui ne l'empêche pas, en 1959, de dénoncer ce traité, au moment où le Shah entame la transformation de son pays pour en faire le «gendarme du Golfe». En 1975, faisant pression sur Bagdad par rebelles kurdes interposés, Téhéran obtient la délimitation des frontières sur la ligne du *thalweg* (accord d'Alger).

En dépit d'une lente amélioration de la position iranienne, force est de constater que, pour Téhéran du moins, il s'agit là moins d'un enjeu géo-stratégique que d'une question hautement symbolique. En fait, une tradition s'est établie selon laquelle Téhéran mesure sa propre puissance en fonction du rapport de forces avec son voisin irakien. Chaque kilomètre carré supplémentaire acquis sur le Chatt est le signe d'une amélioration de ce rapport dont les retombées internes en Iran peuvent être précieuses pour le régime en place.

C'est pourtant autour du Chatt, ainsi que des frontières terrestres que, selon toutes probabilités, une solution devra être trouvée. L'une des entités étatiques, dans le système international contemporain, sont trop bien établies pour être aisément remplacées par des «transnationales» religieuses ou pan-nationales. L'Etat l'emporte largement sur la Nation, comme la réalité est victorieuse le plus souvent de l'utopie.

Côté irakien, dès les premières semaines (pourtant heureuses) des hostilités, certaines réalités douloureuses se sont rapidement imposées. Le reste du monde arabe n'a pas paru considérer la bataille de l'Irak comme la sienne. Les pays du Golfe ont certes offert des facilités financières ou logistiques, mais ils n'ont pas tardé à constituer un club fermé, le Conseil de coopération du Golfe (CCG), dont l'Irak était exclu. La Syrie, la Libye, le Sud-Yémen, et, dans une moindre mesure, l'Algérie paraissaient pencher pour la partie iranienne. Que valait alors le soutien verbal du Maroc, les promesses d'envoi de troupes soudanaises ou nord-yéménites ou les quelques centaines de «volontaires» jordaniens? L'appui d'une Egypte isolée par son traité

avec Israël était trop intéressé pour créer un véritable courant pro-irakien au sein du monde arabe. L'opinion publique arabe, en dépit d'une certaine sympathie discrète, n'a pas paru considérer la bataille de l'Irak comme une cause sacrée, similaire à celle des Palestiniens, tandis que sur le terrain, les Arabes de nationalité iranienne fuyaient les zones de combat avec le reste de la population, sans reconnaître dans les troupes irakiennes entrées à Khorramshar leurs «sauveurs» qui allaient les libérer du joug persan.

Du côté iranien, la déception était aussi grande tant les chiites d'Irak paraissaient d'emblée être l'enjeu central du conflit. Un mélange adroit de répression sanglante (à commencer par l'assassinat de l'ayatollah irakien Bager es-Sadr) et de concessions (dont un intérêt soudain de Bagdad pour la rénovation des lieux du culte et même la distribution de brochures gouvernementales anti-athéistes) s'est rajouté à la loyauté traditionnelle des chiites d'Irak (d'origine arabe dans leur écrasante majorité), pour déjouer les espoirs des partisans de Khomeiny. Le régime de Bagdad a même réussi à trouver plus d'un dignitaire chiite pour le défendre. Il faut rappeler aussi que la lutte sanglante pour le pouvoir et la répression féroce en Iran, qui se déroulaient parallèlement à la guerre, ternissaient substantiellement l'image de la révolution islamique. Enfin, le renversement de la situation militaire sur le terrain a favorisé la renaissance du sentiment patriotique irakien. Un opposant irakien résumait bien son embarras en ces termes: «J'aimerais tellement que Saddam tombe. Mais ce serait une catastrophe si l'Iran devait en bénéficier pour imposer à Bagdad ses partisans».

Tous ces facteurs tendent à prouver la faillite de l'instance idéologique, une des premières victimes de cette guerre. Avec elle, devraient disparaître les explications complaisantes d'idéologues locaux et d'orientalistes en mal de rôle, qui avaient si précipitamment rejeté l'analyse politique du conflit au profit de je ne sais quelles spécificités chiites ou autres. En se prolongeant, la guerre s'est en quelque sorte «banalisée»: dans les deux pays en guerre, comme dans la région, elle suscite l'intérêt des professionnels de la guerre et de la politique bien plus que celui des «masses croyantes», même si, du côté iranien, les accents du début sont encore entretenus avec de moins en moins d'échos au sein de la population. La paix, l'arrêt de la saignée, le pain semblent avoir progressivement repris leur place comme préoccupations premières de l'homme de la rue et la guerre est, plus clairement que par le passé, l'indice de la faillite (et néanmoins de la survie) des deux régimes en mal de légitimité. L'impasse militaire aidant, le conflit irano-irakien est progressivement apparu comme «une guerre pour rien».

Lors de son déclenchement, plusieurs observateurs encouragés par les belligérants eux-mêmes avaient prévu l'inévitable extension du conflit à d'autres pays de la région, voire une intervention massive des deux superpuissances. Mais, là aussi, une profonde révision de ces pronostics s'est par la suite imposée.

- Au 22 septembre 1980, on avait de bonnes raisons de craindre le pire. Depuis 1971, l'Iran occupait trois îlots (les deux Tomb et Abou Moussa) relevant des Emirats arabes unis (EAU). Les nouveaux dirigeants iraniens, à commencer par Bani Sadr, avaient catégoriquement refusé de restituer les trois îlots aux EAU. L'Irak, pour sa part, avait placé la « reconquête » de ces îlots parmi ses objectifs, encouragé par certains dirigeants des EAU, notamment le cheikh de Ras-el-Khaima. Bagdad aurait envisagé, selon certaines sources à Abou Dhabi, une opération hélicoptérée à partir du territoire des EAU. Le « grand frère » saoudien autant que le cheikh Zayed, président des EAU, se seraient, selon cette même source, opposés avec succès à une association aussi étroite avec l'Irak.

L'Iran, sur la défensive, pouvait pour sa part envisager plusieurs initiatives de diversion, en vue d'accentuer sa pression sur les monarchies du Golfe, condamnées au niveau idéologique comme des « taghout » (régimes corrompus et injustes) et critiquées pour les facilités que, bon gré mal gré, elles accordaient à l'Irak. Il fallait en outre prendre en considération la menace pesant sur le détroit d'Ormuz, dont la fermeture aurait été, à en croire Téhéran, envisagée si l'Iran s'était trouvé dans une situation militaire franchement défavorable. Cela, bien entendu, sans compter les innombrables sujets de désaccord entre l'Iran et chacun des pays du CCG. Oman soutenait l'Egypte de Sadate et offrait des bases aux Etats-Unis. Bahrein n'était-il pas la « quatorzième province » de l'Iran, qui avait acquis son indépendance grâce aux pressions internationales et son émir sunnite ne traitait-il pas la majorité chiite de son archipel en citoyens de deuxième catégorie ? Dubaï et Sharjah n'ont-ils pas discrètement mais substantiellement servi de centres de contrebande en direction de l'Iran, alimentant le marché noir sur la rive est du Golfe ? 50% des marchandises importées par Bagdad ne transitaient-elles pas par Koweït ? L'Arabie Saoudite, enfin, est-elle autre chose qu'un bastion avancé au service du « Grand Satan » américain ? Indépendamment de tout cela, une révolution si sûre de son inspiration divine pouvait-elle se voir confinée aux frontières iraniennes ? Comme après la révolution d'Octobre en URSS, la jeune révolution iranienne avait apparemment besoin de temps pour se résigner à l'idée de « l'Islam dans un seul pays ».

Il ne faut donc pas croire que l'Iran est demeuré entièrement inactif. A plusieurs reprises, il a menacé de représailles les pays du Golfe qui se rangeraient plus activement aux côtés de Bagdad. Les avions AWACS envoyés par Washington quelques jours après le

déclenchement des hostilités pour surveiller le ciel saoudien ont détecté plus d'une fois des avions iraniens se dirigeant vers le Royaume, notamment en janvier 1983. Bien plus graves, les attaques de l'aviation iranienne contre le territoire koweïtien : celles des 12 et 16 novembre 1980 et du 13 juin 1981 visaient des marchandises destinées à l'Irak ; celle du 1er octobre 1981 en revanche, les installations pétrolières koweïtiennes d'Umm al-Aïch.

Cependant Téhéran devait tenir compte de la présence américaine en Arabie Saoudite, à Bahrein et en Oman, et souhaitait préserver les contacts discrets mais permanents avec la plupart des capitales du CCG (notamment Koweït et Abou Dhabi). Téhéran craignait de voir le monde arabe réagir d'une manière plus hostile à son endroit, et redoutait les répercussions qu'une extension des combats risquait d'avoir sur les rapports de l'Iran avec le Pakistan, la Turquie et, bien entendu, avec l'Occident en général. Toutes ces raisons, jointes à la nécessité de concentrer l'effort militaire sur le front irakien, ont poussé Téhéran à éviter une confrontation avec les pays du CCG, que l'Irak, de toutes façons, ne parvenait pas à entraîner à ses côtés. Après les premiers succès iraniens de l'automne 1981, confirmés en juin 1982, ces pays ont certes craint pour leur avenir. Mais cela les a moins poussés à manifester une plus grande solidarité avec l'Irak qu'à faire de larges ouvertures diplomatiques et peut-être financières en direction de l'Iran. Il est très peu probable que s'opère un renversement de cette tendance au désengagement.

- En dehors du Golfe proprement dit, plusieurs pays du Moyen-Orient auraient pu participer plus directement aux combats. Force est de constater que tel ne fut pas le cas. Ces pays ont certes pris position, mais ont évité d'aller trop loin dans leur appui.

Du côté irakien, la Jordanie s'est engagée aussi loin que sa position le lui permettait : transit systématique par le port d'Aqaba sur la mer Rouge, envoi de « volontaires » (un millier) sur le front, appui diplomatique sans faille. Mais cette guerre n'en est pas pour autant celle d'Amman. La Jordanie ne voulait — ni probablement ne pouvait — engager ses troupes, même symboliquement, sans voir Israël ou la Syrie réagir. En témoigne la tension sur la frontière syro-jordanienne pendant les premières semaines de la guerre du Golfe. Néanmoins, la Jordanie a grandement bénéficié de cette guerre au niveau économique : son industrie et son commerce de réexportation connaissent un « boom » évident. Par la suite, les difficultés de l'Irak se sont également reflétées en Jordanie.

L'Égypte paraissait, de prime abord, encore moins libre de ses mouvements, à cause des accords de Camp David et de son isolement dans le monde arabe. Mais, comme la situation se renversait sur le terrain, Le Caire ne pouvait rester insensible aux appels discrets de Bagdad et aux encouragements intéressés de Riyad, et laisser ainsi passer une occasion en or pour réintégrer les rangs arabes. D'où un

trafic assez important de pièces de rechange et de munitions de modèle (sinon de fabrication) soviétique, à l'heure où Moscou (avant le tournant de juillet 1982) hésitait à réapprovisionner les arsenaux irakiens. Les intérêts stratégiques de l'Égypte le lui commandaient, d'autant qu'Israël faisait de même du côté iranien. Le Caire a ainsi fermé l'œil sur la participation de «volontaires» égyptiens (plusieurs milliers : 17 000 selon une source diplomatique arabe en février 1983) aux combats : travailleurs immigrés trouvés sur place et changeant d'affectation, ou généraux cairotes attirés par un salaire équivalent à sept ou huit fois celui que leur offre leur gouvernement. Au niveau diplomatique, l'embarrassant appui sadatien au Shah a ainsi été «convenablement» remplacé par le soutien de Moubarak à un «frère arabe menacé». Cependant, en dépit d'innombrables «fuites journalistiques», l'Égypte n'a probablement jamais envisagé (du moins jusqu'à ce jour) l'envoi de ses propres troupes (bien qu'il y ait eu plusieurs précédents de ce type, dont l'affaire de Koweït en 1961 et la guerre du Yémen en 1962-1967). Le Nord-Yémen, le Soudan, la Tunisie et le Maroc soutiennent l'Irak et semblent permettre à leurs «volontaires» de rejoindre les rangs irakiens.

Du côté iranien, les pays prêts à s'engager n'étaient guère nombreux. Le Sud-Yémen manifesta son penchant pour Téhéran, mais pas au point de s'engager à ses côtés ; l'Algérie, en dépit d'un appui au départ évident à l'Iran, cherchait à conserver toutes ses chances de médiation éventuelle. La Libye, éloignée du champ des combats, a pris fait et cause pour Téhéran, mais, elle aussi, avant de modérer par la suite son élan.

D'une manière plus inattendue, deux pays se sont retrouvés dans le même camp favorable à Téhéran :

Le premier est la *Syrie*, limitrophe et rivale de l'Irak, et dont l'appui à Téhéran n'était donc pas sans influencer sur le déroulement de la guerre. La lune de miel tout à fait exceptionnelle entre Bagdad et Damas, consécutive au sommet de Bagdad en novembre 1978, a duré quelques mois à peine. En juillet 1979, Saddam Hussein, qui se rapproche des Saoudiens et prépare la guerre, y met fin, accusant Damas de double jeu et d'ingérence. Depuis lors, les relations se sont détériorées rapidement et, lorsque la guerre éclate, Damas choisira résolument le camp iranien. A plusieurs reprises, on craint une participation plus directe de Damas : lorsque l'Irak, en octobre 1981 et sans en fournir la preuve, accuse la Syrie de laisser les avions iraniens utiliser ses aéroports pour attaquer des objectifs en Irak, lorsque Damas commandite des actes de sabotage contre le pipeline reliant Mossoul à la Méditerranée avant de le fermer complètement, lorsqu'au printemps 1982, il devient évident que la Syrie fournit des quantités substantielles d'armements à l'Iran dont probablement des radars de fabrication soviétique, ou encore fin janvier 1983 lors de la déclaration tripartite (Iran, Syrie, Libye) qui proclame le soutien

«des signataires à l'Iran et aux forces progressistes irakiennes qui luttent pour débarrasser leur pays du pouvoir de Saddam Hussein». Mais l'Irak sait qu'il ne peut réagir à ces provocations sans risquer d'ouvrir un second front et la Syrie évite de franchir la ligne rouge de la belligérance directe de peur de susciter une réaction hostile des pays du Golfe et de l'Occident. Damas semble se contenter de soutenir certains mouvements d'opposition et de vendre — au prix fort, dit-on — des armes soviétiques aux Iraniens.

Les pièces de rechange de fabrication américaine sont principalement venues d'Israël. Seule, la lutte à outrance contre les intérêts arabes et l'aventurisme du gouvernement Begin-Sharon peuvent expliquer l'encouragement systématique d'Israël à un pays qui, en principe, voudrait le voir disparaître de la carte. Les rapports de presse, multiples et de plus en plus détaillés, l'ont aisément emporté sur le refus iranien de reconnaître les faits¹: pneus pour les F-5 iraniens, pièces de rechange pour l'artillerie et peut-être même des experts sur le terrain sont venus d'Israël. Le *Sunday Telegraph*² affirmait que l'Iran avait fourni à Israël des photos aériennes utilisées pour la préparation de l'attaque contre le centre nucléaire irakien de Tammouz (Osirak), raid qui ne laissait subsister aucun doute sur les intentions d'Israël. Mais l'Etat hébreu ne pouvait, non plus, aller trop loin dans son engagement: cette guerre n'était pas la sienne et son intervention risquait de diviser Israël et de susciter les foudres de Washington. Sans oublier que, pendant ce temps, le général Sharon préparait «sa guerre» contre d'autres objectifs, au nord d'Israël.

• *La polarisation internationale* a été plus hésitante et bien moins tranchée que certains ne le laissaient croire. Deux thèses extrêmes devaient rapidement être invalidées: la première consistait à dire que l'Irak était soutenu par l'URSS et que Washington, en dépit du grave différend qui l'opposait à l'Iran, allait se trouver contraint d'appuyer ce pays. On avançait à ce propos que Bagdad était lié par un pacte avec Moscou depuis 1972, que Moscou cherchait à se rapprocher du camp arabe et des pays du Golfe surtout, que l'Iran limitrophe de l'URSS était perdu pour elle car les dirigeants iraniens savaient ne pouvoir se rapprocher de ce pays sans se voir engloutis dans l'empire soviétique, que Moscou craignait les répercussions en Asie centrale du fondamentalisme religieux, qu'elle avait besoin de la neutralité du monde arabe dans l'affaire afghane, etc. Mais cette thèse n'a pas résisté longtemps et plusieurs indications sont venues la contredire: les pays prosoviétiques (Syrie, Libye, RPDY) de la région étaient favorables à l'Iran, les livraisons d'armes soviétiques à l'Irak s'étaient

1 Voir entre autres: *Afrique-Asie* du 20 octobre 1980; *The Observer* du 2 novembre 1980; *Die Welt* du 2 novembre 1980; *The Sunday Times* du 26 juillet 1981; *Le Figaro* du 27 juillet 1981; *Haaretz* du 23 août 1981; etc.

2 14 juin 1981.

ralenties dans les premiers mois de la guerre, les déclarations officielles soviétiques paraissaient embarrassées...

La thèse inverse ne semblait pas mieux corroborée par les faits. Certains prétendaient que les deux grandes puissances avaient, comme dans la Corne de l'Afrique, progressivement échangé leurs positions: Washington soutenant l'Irak et Moscou appuyant l'Iran. On en donnait pour preuve l'attitude pro-iranienne des pays amis de l'Union soviétique et des partis communistes arabes, l'engagement aux côtés de l'Irak de pays pro-occidentaux comme l'Arabie Saoudite, la Jordanie, l'Egypte, voire la France, sans oublier la crise des otages américains... Mais Washington n'a jamais paru considérer l'Iran, pays le plus important du Golfe, comme définitivement perdu et ses déclarations relatives au conflit l'indiquent clairement. Washington s'est dit hostile à tout démembrement de l'Iran et à toute atteinte au *statu quo* territorial, semblant ainsi répondre à Bagdad qui avait souvent tendance à proférer des menaces dans ce sens. Les relations irako-américaines, même si elles se sont détendues, ne se sont pas vraiment réchauffées tandis que Moscou cessait de voir sa position en Iran menacée à cause des «milieux réactionnaires ayant quelque influence sur l'Ayatollah». Une position intéressante à cet égard est celle du commentateur iranien Amir Taheri qui, à quelques semaines d'intervalle, et non sans preuves substantielles à l'appui, est passé de la thèse d'une convergence irano-soviétique³ à celle du rapprochement irano-américain⁴.

On a également soutenu (surtout en Irak) que les deux superpuissances étaient favorables à l'Iran, alors que l'ayatollah Rafsanjani prétendait exactement l'inverse. Où se trouve la réalité? Le comportement actuel des dirigeants de part et d'autre tendrait à indiquer que l'on se trouve en présence de régimes non-alignés typiques: nationalistes, hostiles aux ingérences extérieures, n'hésitant pas à tisser des relations là où leurs intérêts les poussent; des régimes fondés sur une idéologie spécifique (arabe ou islamique), peu prolixes en déclarations pro-soviétiques, peu complaisants à l'égard de leurs communistes locaux mais ne renonçant pas pour autant aux condamnations répétées de l'impérialisme américain. Fidel Castro ne se reconnaîtrait pas plus dans Saddam Hussein que dans l'Ayatollah, tous les deux hostiles à l'invasion soviétique de l'Afghanistan, et le roi Fahd ne sait pas qui craindre davantage, du religieux fanatique ou du républicain ténébreux. Force est de constater que la ligne Est-Ouest coïncide mal avec celle du Chatt el-Arab!

Les deux grandes puissances ont en commun d'être à la fois embarrassées par ce conflit et de chercher, activement, à en tirer profit pour améliorer leur position. Toutes deux, pour le malheur de Saddam

3. *International Herald Tribune*, 30 novembre 1982.

4. *International Herald Tribune*, 8 février 1983.

Hussein, semblent penser que l'Iran (comme l'Éthiopie dans la Corne) est la pièce maîtresse de la région : du fait de sa superficie, de ses moyens, de sa position stratégique dans le Golfe et sur l'océan Indien, sans oublier sa longue frontière avec l'URSS. Mais les deux pays ne voudraient pas pour autant perdre leurs chances en Irak ou heurter les « pétro-monarchies » du Golfe, avec toutes les conséquences que cela implique. Toutes deux semblent vouloir éviter une expansion géographique du conflit et surtout une victoire nette de l'une des deux parties. On ne peut pas dire que l'affaiblissement notoire des deux pays ait eu des conséquences négatives pour Washington (dont les yeux sont rivés sur l'Arabie Saoudite et le Pakistan) ou pour Moscou (qui pourrait estimer que les chances des partis communistes se sont améliorées ici ou là).

Bref, sur l'essentiel et sans vouloir suggérer en aucune façon qu'il s'agit là d'une collusion, les deux grandes puissances ne semblent pas en position de confrontation à cause de ce conflit. Elles semblent moins intéressées par la guerre que par l'orientation politique des deux régimes, surtout celle du régime iranien. Car un alignement plus net sur un des deux blocs et des enjeux stratégiques de taille en dépendent, bien plus que l'issue de la guerre elle-même. A ce propos, force est de constater que les deux belligérants semblent progressivement renouer les relations extérieures qu'ils entretenaient déjà avant la guerre. S'il fallait en juger par l'attitude du gouvernement en place à l'égard du parti communiste, la dissolution du PC iranien et l'arrestation de ses chefs, et, inversement, les contacts renoués par le gouvernement de Bagdad avec les leaders du PC irakien semblent refléter la détérioration des relations irano-soviétiques et la reconnaissance irakienne à l'égard de l'URSS. Ce processus s'est accéléré au printemps 1983, laissant prévoir une nouvelle polarisation Est-Ouest sur le modèle traditionnel. Mais cette évolution a aussi ses limites ; l'Iran ne pourrait aller trop loin sans ternir son image révolutionnaire et l'Irak ne saurait vraiment s'aligner sur l'URSS sans voir se détériorer ses précieuses relations avec les « pétro-monarchies » du Golfe.

*
**

Si les pays tiers hésitent à s'engager directement dans cette guerre, les deux belligérants semblent incapables d'y mettre fin.

Les rêves irakiens de 1980 sont oubliés et ceux de l'Iran de 1982 paraissent compromis. C'est là une guerre où la victoire semble sinon impossible du moins très difficile à remporter. Commencé avec grand fracas comme une guerre-éclair, le conflit irako-iranien a laissé espérer (ou craindre) une contre-offensive iranienne qui porterait les soldats de l'Ayatollah aux portes de Bagdad, avant de s'enliser dans une guerre de positions quasi routinière.

Il n'est pas facile, *a posteriori*, de comprendre la stratégie irakienne des premières semaines du conflit. Au départ, Bagdad semble avoir choisi d'attaquer sur d'innombrables points (dont quatre principaux) tout au long d'une ligne frontière de 600 kilomètres. Les dirigeants de Bagdad avaient auparavant essayé de renouveler l'exploit israélien de juin 1967, en détruisant au sol l'aviation iranienne. Mais, quelques semaines auparavant, les appareils iraniens avaient rejoint leurs abris souterrains. Sur le terrain, depuis l'incident du 4 septembre 1980 notamment, armée et Pasdarans avaient renforcé leur vigilance. La progression des troupes irakiennes fut difficile et maladroite, gênée par l'aviation iranienne, et ralentie par le manque des pièces de rechange, autant que par une résistance acharnée dans les villes. Dans le secteur central (Khaniqin) ainsi que dans la région de Dezfoul, le terrain gagné fut particulièrement coûteux.

Dans la deuxième semaine de la guerre, l'Irak semble avoir décidé de concentrer son effort. Mais il ne l'a pas localisé sur Al Amarah et en direction de Susangerd, ce qui aurait permis en cas de succès de couper la ligne principale Nord-Sud en territoire iranien et éventuellement de neutraliser la base aérienne de Dezfoul au Nord-Est ou d'occuper le grand nœud de communications routier et ferroviaire à Ahwaz au sud. Au lieu de cela, les Irakiens ont opté pour le secteur sud où les deux villes de Khorramshar et d'Abadan sont plus proches, et dont les installations portuaires et pétrolières sont fort importantes; la coopération d'un nombre d'Arabes iraniens paraissait en outre envisageable. Bagdad dévoilait ainsi un point faible de sa stratégie: plutôt que de frapper le potentiel militaire iranien, l'Irak cherchait à s'emparer de gages précieux pour une éventuelle négociation.

C'était mal connaître le tempérament de Khomeiny et le renforcement inévitable de toute révolution attaquée de l'extérieur. Il aura fallu cinq pénibles semaines pour prendre Khorramshar tandis qu'Abadan restera interdite aux attaquants irakiens. Les Iraniens défendront puissamment leurs villes: Qasr-e-shirin au Nord, Susangerd dans le secteur central et Khorramshar au Sud freineront de ce fait l'avancée des Irakiens qui n'arrivera pas à dépasser une ligne moyenne d'une vingtaine de kilomètres en territoire iranien. Ayant ainsi concentré leurs efforts sur des villes-pièges, les Irakiens ne parviennent plus à effectuer leur percée Sud-Nord. Il est également incompréhensible que trois ou quatre seulement des treize divisions irakiennes soient engagées dans la guerre, la performance des troupes étant en outre assez médiocre.

Sans qu'aucune percée substantielle n'ait été réalisée, Bagdad annonçait le 2 octobre suivant que «tous ses objectifs étaient atteints et que ses efforts se limiteraient désormais à préserver les points acquis». Mais c'est seulement deux semaines plus tard que Khorramshar était prise, de même que Mehran et Qasr-e-shirin au Nord. Ensuite, ce sera l'impasse marquée par l'établissement d'un large dispositif défensif du côté irakien.

Du côté iranien, on remarque d'emblée une résistance féroce à l'intérieur et autour des villes frontalières et une grande activité aérienne contre des objectifs surtout économiques, en Irak. Préparée à la hâte, alors que la lutte pour le pouvoir à Téhéran bat son plein, une contre-offensive iranienne en janvier 1981 se soldera par un échec. Il faudra attendre près d'un an pour que le front connaisse une altération importante. Début septembre 1981, les 16ème et 92ème divisions blindées iraniennes obligent les Irakiens à reculer sur plusieurs points dans le désert. Vers la mi-septembre, les Irakiens sont obligés de se retirer à l'ouest de la rivière Karoun, mettant ainsi fin à l'infructueux encerclement d'Abadan.

Depuis lors, plusieurs contre-offensives iraniennes se sont succédées. Sur le secteur central, les Iraniens reprennent Bustan lors de l'offensive de la fin novembre 1981. Dans le Nord (Sumer et Shah-e-pol), la bataille est moins concluante. Au cours de la deuxième quinzaine de mars 1982, l'effort iranien se concentre sur le secteur sud obligeant l'armée irakienne à se redéployer sur une ligne qui est, à peu de choses près, celle de la frontière. Du 29 avril au 16 mai, l'Iran lance une nouvelle offensive baptisée « Guerre Sainte » qui lui permet de reprendre, assez facilement, Khorramshar, le 24 mai suivant. Du 20 au 30 juin 1982, les Irakiens se retirent de la plupart des positions qu'ils conservaient en territoire iranien.

La guerre entre alors dans une nouvelle impasse où les positions sont inversées : l'offensive iranienne de juillet 1982 dans le secteur sud n'aboutit pas⁵. En octobre 1982, une deuxième offensive au Nord, tout en améliorant la position iranienne, n'arrive pas à briser la défense irakienne, dans le secteur de Mandali. L'Iran paraît désormais incapable de soutenir son effort après l'affaiblissement de son aviation et de son artillerie. Ses « vagues humaines » tout en restant impressionnantes, semblent moins pourvues en hommes. La seule division d'infanterie blindée est bloquée à l'Est de Basrah. Le moral des troupes semble avoir baissé depuis la reprise de Khorramshar.

L'offensive « Muharram » en novembre 1982 visait à attaquer l'Irak, en pleine saison de marécages, dans le secteur d'Al Amarah (Maysan), pour gêner le mouvement de ses troupes et couper, en cas de succès, l'artère Bagdad-Basrah, à quelque 50 kilomètres des positions de l'Iran. L'offensive aboutit à occuper une poche de près de 300 kilomètres en territoire irakien, mais la défense irakienne, renforcée par des attaques d'hélicoptères *Gazelle*, résiste aux assauts iraniens. La nouvelle supériorité aérienne irakienne gêne l'Iran qui est contraint de lancer ses offensives avant l'aube. Sur terre, Bagdad

5. L'Irak, de son côté, va demander un cessez-le-feu, qui permettrait aux deuxelligérants de se porter au secours des Palestiniens et Syriens dans la guerre du Liban.

disposerait d'environ 400 nouveaux tanks T-55 et de 250 nouveaux T-72 de fabrication polonaise et soviétique, les livraisons de matériel soviétique ayant probablement repris quatre ou cinq mois plus tôt.

La quatrième offensive en février 1983, dénommée «Fajr», est présentée par les dirigeants de Téhéran comme «le coup final et fatal contre l'Irak». Les troupes iraniennes s'étaient concentrées dans les plaines séparant Dezfoul d'Al Amarah face à la 4ème armée irakienne, maintenant placée sous les ordres du général Fakhri. Cette offensive ne semble pas avoir été plus concluante que les précédentes. Au prix de milliers de victimes, l'Iran n'a pu occuper qu'un territoire de quelques kilomètres carrés dans ce secteur.

Quatre offensives iraniennes contre l'Irak et les petites parcelles que ce dernier pays conserve en territoire iranien, ne semblent donc pas, en dépit de pertes énormes de part et d'autre, avoir substantiellement amélioré la position de l'Iran. Et, pourtant, l'Iran dispose en apparence de plusieurs atouts pouvant contrebalancer le seul avantage de l'Irak, notamment sa capacité — politique et financière — à reconstituer son arsenal militaire, voire à le développer. L'Iran dispose en effet d'une large ouverture sur la mer et les océans, alors que le port de Basrah est fermé depuis les premiers jours des hostilités. Téhéran est à des centaines de kilomètres de la frontière, ce qui n'est pas le cas de Bagdad. Le potentiel humain est de 2,5 contre 1 en faveur de l'Iran et, en dépit de la lutte sanglante pour le pouvoir à Téhéran, le régime iranien paraît mieux établi que son rival, apparemment plus représentatif de la population et, partant, mieux à même de la mobiliser.

Mais qui, en Occident et dans la région, pourrait accepter une emprise iranienne sur l'Irak qui menacerait l'ensemble du *statu quo* régional? Si l'Iran a bénéficié du conservatisme des grandes puissances en matière territoriale, autant que de l'immensité de son territoire même, l'Irak a pour sa part été protégé par le développement de ses capacités défensives au cours du conflit, par le même conservatisme du système international et par les craintes que suscite son éventuelle défaite au Proche-Orient, dans la péninsule arabique et dans le monde.

D'où une impasse quasi totale, qui ne pourrait à présent être brisée que si d'une part le régime iranien se sentait assez bien établi pour que la guerre cesse d'être un facteur essentiel de mobilisation et d'autre part que, du côté irakien, on puisse imaginer des concessions qui ne balayeraient pas l'ensemble du régime. Cela n'est pas aisé à réaliser: une nouvelle épreuve de force (suscitée peut-être par l'ascension du groupe des Hodjatieh) pourrait survenir en Iran, à la mort de Khomeiny, alors qu'en Irak on paraît bien mieux disposé à faire des concessions aux Iraniens qu'à accepter des changements à l'intérieur.

L'impasse politique est doublée, sur le terrain, d'une impasse militaire, une guerre de positions qui est aussi, au sens littéral, une guerre d'usure : hommes, matériel, potentiel économique, réserves à l'étranger s'épuisaient et, avec eux, disparaissaient des projets de développement ambitieux. Mais là aussi une différence importante apparaît au profit de l'Iran : alors que Téhéran assume pleinement l'effort de guerre contre « l'impie » et les sacrifices qu'il impose, Bagdad a cherché à dissimuler le prix de la guerre et a tenté l'impossible pour que la population ne soit pas affectée dans sa vie quotidienne. Une atmosphère absurde de normalité parfaite a été artificiellement maintenue en Irak tant le régime paraît peu confiant quant à l'adhésion de la population à la « Qadissiyah » de Saddam. Même la mort d'un combattant est présentée différemment. Sublimée (avec plus ou moins de succès) par une martyrologie chiite séculaire en Iran, elle est compensée par des « cadeaux » gouvernementaux en Irak, à la famille du défunt.

Cette usure est d'autant plus douloureuse que les moyens, étrangement, ne manquent pas. La Somalie et l'Ethiopie par exemple n'auraient jamais pu soutenir un effort semblable. Dans les premiers jours de la guerre, la production pétrolière a presque entièrement cessé. Chacun des deux belligérants n'hésitait pas à attaquer les installations économiques de l'autre, telles que la raffinerie d'Abadan, la plus grande du monde, ou la banlieue industrielle de Basrah. Mais un circuit pétrolier était précieusement épargné : bien que les raffineries de Basrah et de Dawra aient été atteintes, le système de pipelines irakien Nord-Sud n'a pas été endommagé. La station de pompage à Ahwaz a toujours fonctionné ainsi que le terminal de Kharg. Bagdad semble hésiter à frapper trop directement ce dernier, l'Iran ayant menacé de riposter par des actes de sabotage contre les navires pétroliers passant par Ormuz. Quant à l'Irak, l'hostilité syrienne et le blocage du port de Fao l'obligeaient à écouler sa production par le seul pipeline turco-irakien vers la Méditerranée.

L'Irak a bien plus souffert de la guerre sur le plan pétrolier que l'Iran et aurait été dans une situation financière peu enviable sans le soutien des pays du CCG. L'Irak produisait en moyenne 1,8 million b/j en 1974 et 3,3 millions b/j en 1979, année record. Ses revenus passaient pençant la même période de 5,7 milliards de dollars à 21,3 milliards. Avec la guerre, ses exportations sont tombées à 2,4 millions b/j en 1980 (26 milliards de dollars) et à 700 000 b/j en 1981 (9,8 milliards de dollars) à cause de la fermeture, par la Syrie, du pipeline de Baniyas et Tripoli. L'Irak dépendait désormais entièrement du pipeline turc (utilisé au maximum de sa capacité). Le volume des exportations de 1982 restait donc le même, assurant un revenu de 9,3 milliards de dollars. La position de l'Irak est embarrassante, tant il a besoin de ses voisins turc, syrien et libanais. La Turquie a d'ailleurs

profité de cette situation pour augmenter ses droits de transit tandis que la Syrie signait de son côté un accord pétrolier avantageux avec l'Iran.

Le développement du pipeline turc actuellement en cours⁶ exigera encore du temps et les projets de pipeline vers Koweït ou vers la mer Rouge à travers l'Arabie Saoudite sont fonction du temps, des tergiversations de ces deux pays et des capacités de financement.

En conséquence, les réserves irakiennes, estimées à 38 milliards de dollars au début du conflit, n'ont cessé de décliner. Près de la moitié aurait été dépensée dans la seule première année de la guerre. En 1982, Bagdad commence à souscrire des emprunts sur le marché européen des changes. Des nouvelles concordantes indiquent un ralentissement et un rétrécissement de l'aide arabe depuis la mi-1982, aide estimée officieusement pour les 18 premiers mois de la guerre à 6,5 milliards de dollars par semestre (3 de l'Arabie Saoudite, 2 du Koweït, 1 des EAU, 0,5 du Qatar). Cette situation a bien entendu inquiété plus d'un fournisseur de l'Irak, notamment la France, visiblement partagée entre son intérêt à voir Bagdad triompher (et recommencer à payer normalement ses achats et honorer des impayés de l'ordre de 3 milliards de dollars à cette date) et les craintes de s'engager encore plus loin dans des fournitures (notamment militaires) dont le paiement n'est plus garanti.

L'Iran, lui, est dans une meilleure position : ses achats militaires ont été plus limités et ses exportations pétrolières plus importantes. La production iranienne (5,7 mb/j en 1974) n'avait pas cessé de décliner, volontairement ou du fait de la révolution. En 1979, avec 2,6 mb/j exportés, ses revenus pétroliers étaient de 19 milliards de dollars. Ils tombent à 1,1 mb/j en 1980, rapportant 12,7 milliards de dollars et à 800 000 b/j en 1981 ramenant les revenus pétroliers à 9,3 milliards de dollars. En 1982, les exportations de pétrole remontent à 1,6 mb/j assurant un revenu de l'ordre de 20 milliards de dollars⁷.

Depuis la guerre, 80% des exportations iraniennes transitent par le terminal de Kharg (Lavan et Sirri restent secondaires). L'Iran envisage cependant de construire, lui aussi, un pipeline vers la Méditerranée, à travers la Turquie. En janvier 1983, sa production a été de près de 3,2 mb/j. Une politique de vente tous azimuts a été lancée, Téhéran vendant systématiquement son baril de pétrole 3 à 5 dollars moins cher que le prix OPEP, à la Syrie, aux pays du Comecon (dont une partie en troc) et même aux Etats-Unis, et à la Grande-Bretagne. Les dégâts subis par le terminal de Kharg et par diverses stations de

6. Les travaux ne seront terminés que vers janvier 1985 et la capacité du pipeline atteindra près d'1 mb/j.

7. *Petroleum Intelligence Weekly* donne le chiffre de 15,8 milliards de dollars pour les revenus pétroliers de l'Iran en 1982.

pompage ont été réparés plus rapidement que prévu. Fin 1982, les réserves financières iraniennes étaient paradoxalement à leur niveau le plus haut depuis la révolution, situation que l'Irak ne pourrait tenter d'altérer qu'en prenant d'énormes risques militaires et politiques. Une destruction du terminal de Kharg, aujourd'hui plus facilement envisageable avec la nouvelle supériorité aérienne irakienne, pousserait l'Iran à des actes de rétorsion, soit en Irak (pilonnage systématique de Basrah), soit dans le Golfe (impliquant éventuellement des pays tiers). Bagdad semble hésiter devant une telle escalade.

*
**

«Tout conflit a une fin, ne cesse de répéter le président irakien, et la guerre irano-irakienne sera terminée le jour où les Iraniens comprendront qu'ils ne pourront jamais atteindre Bagdad». Saddam Hussein n'a probablement pas tort. Dans l'état actuel du conflit, celui-ci peut perdre progressivement en ampleur si les offensives iraniennes sont régulièrement repoussées par l'armée irakienne. Après l'enlisement et l'impasse militaire, on aboutirait ainsi à une sorte de troisième phase, celle de l'épuisement de l'effort iranien, alors que les Irakiens savent qu'ils doivent éviter de prendre de nouveaux risques. Le conflit serait encore plus limité et l'on reviendrait peut-être, avec ou sans cessez-le-feu officiel, à la situation prévalant dans les mois qui ont précédé la guerre proprement dite, à savoir une série d'incidents frontaliers, d'actes de sabotage et de guerre des ondes, où aucune des deux parties ne prendrait le risque (à court terme) d'une nouvelle escalade. L'intérêt se porterait alors à nouveau sur la réparation des immenses dégâts que la guerre a laissés et sur les projets de développement. C'est là une évolution possible, qui a l'avantage de ne pas exiger une quelconque intervention extérieure.

En dehors de ce scénario passif, toute issue (avec ou sans médiation algérienne, avec ou sans résolution du Conseil de Sécurité) semble ne pas devoir être recherchée en dehors de la région elle-même. Une solution à moyen terme exigerait un corps d'observation international sur la frontière, éventuellement des compensations financières ou au moins un avantage laissé aux deux belligérants sur un marché pétrolier suralimenté, une conscience de part et d'autre qu'une victoire militaire est impossible dans les deux ou trois ans à venir. Dans tous les cas, une solution serait largement facilitée si, de part et d'autre, et indépendamment de l'évolution de la guerre, ceux qui ont si tragiquement voulu y associer leur nom sont remplacés. Mais il faudrait pour cela que la personne ou le régime déchus soient des victimes indirectes de la guerre, non de leur ennemi, et qu'ils soient remplacés par leurs concitoyens, non par l'étranger.

En attendant, les deux belligérants semblent être entrés dans la troisième phase de cette guerre. Après les succès de l'Irak et les contre-offensives réussies de l'Iran, la guerre connaît une période où Bagdad a une nette supériorité aérienne (et probablement maritime) alors que l'initiative sur le terrain est toujours du côté iranien. On peut penser que cet équilibre précaire des forces conduira à l'impasse militaire et peut-être alors à une issue politique. Cela suppose un raffermissement des régimes en place tel qu'ils puissent être à même de signer la paix sans perdre le pouvoir. Il faudrait pour cela que les dirigeants des deux pays mettent en sourdine leurs ambitions régionales. Si, du côté irakien, ce sacrifice semble avoir été fait, il n'en va pas de même à Téhéran. Les capitales occidentales pourraient peut-être hâter ce processus. Le mélange d'indifférence, d'incompréhension, voire de cynisme, qui a souvent caractérisé leur attitude face à cette guerre, n'est probablement pas de nature à favoriser une issue politique à celle-ci ni à rétablir leur propre influence dans la région.

Mai 1983